

Le miroir de la mémoire

Benoît R. Sorel

Octobre 2020

I

Voici quelques temps que se prépare un nouveau musée du débarquement et de la guerre en Normandie. L'implantation de ce musée, sur fonds privés, est prévue dans les environs de Carentan en 2022. Ce serait un musée utilisant les toutes dernières technologies de mise en scène et d'immersion du visiteur, telles qu'elles existent pour Verdun et les batailles de la première guerre mondiale. Les promoteurs en vantent l'adéquation avec l'air du temps et, surtout, avec la jeunesse. Ces nouvelles technologies attireraient mieux l'attention de la jeunesse et elles permettraient de mieux lui transmettre la mémoire des évènements passés. Le musée – ce nom n'est pas adéquat pas plus que parc mémoriel ou exposition, la dénomination exacte reste à trouver – occupera une vingtaine d'hectares.

Comme beaucoup d'habitants, j'ai réagi avec émotion en apprenant ce projet qualifié par la presse de « D-Day land », de parc d'attraction du débarquement, de puy du Fou de la bataille de Normandie. Pas des émotions positives, non, au contraire : des négatives ! De nombreuses raisons, de nombreuses convictions, de nombreuses histoires de vies avant, pendant et après le printemps 1945, sont invoquées pour publiquement dénigrer ce projet de musée d'un nouveau genre. Et j'adhère à toutes ces raisons. Ce sont là beaucoup, beaucoup, d'arguments et de vécus (que je ne peux tous recenser ici), pour juger que ce genre de musée n'a pas lieu d'être. Ma famille a éprouvé la guerre dans sa chair. Ma grand-mère maternelle de Tribehou s'est retrouvée dans une maison qui a été bombardée. Les sacs de farine entreposés là ont pris feu, tout s'est écroulé, elle est restée prisonnière de ces ruines brûlantes durant plusieurs jours avec, en plus, un éclat d'obus dans la cuisse. À deux centimètres près, son artère aurait été sectionnée, et je ne serais pas là pour écrire ces lignes. Sa sœur, alors à l'école de couture à Saint-Lô, est morte pendant ce bombardement. Et ma grand-mère paternelle fut emprisonnée durant l'occupation, pour avoir collecté des informations sur la ligne de chemin de fer Lison-Carteret pour la résistance. Ma tante m'a raconté qu'après la guerre, parfois quelqu'un lui rendait visite : ils s'appelaient alors par leurs anciens noms de code ! Vous comprenez que pour moi il est hors de question qu'un lieu dédié à la transmission de la mémoire de ces événements revête la forme d'un parc d'attraction, où il serait plaisant de venir, pour voir, pour faire les grands yeux, pour s'occuper, pour faire passer le temps d'un week-end trop long et trop pluvieux, comme cela arrive parfois ici. Non, c'est hors de question. Ce serait irrespectueux.

Toutefois, cette première réaction était dictée par l'émotion, et je ne pouvais pas en rester là : la guerre est chose trop sérieuse pour se

laisser guider par les émotions. Il faut une tête froide, même 76 ans après. J'ai donc réfléchi, un peu, et me sont venus des arguments rationnels pour contester un projet de musée qui serait trop léger, trop racoleur, trop mercantile.

Le vendredi 16 octobre, les promoteurs du projet ont eu l'occasion de le présenter sans que la presse s'en mêle – on ne sait que trop bien comment aujourd'hui la presse et les médias déforment la réalité et les propos, les interprétant à leur guise sous couvert de l'objectivité du journalisme. Le D-Day Land n'en est pas un, en fin de compte. Les promoteurs l'ont nommé « hommage aux héros ». Les arguments que j'avais préparés avant cette présentation ont gardé leur validité. Certes, ce vendredi, après présentation par les promoteurs, sans presse interposée, j'ai compris que ce projet n'a rien d'un parc d'attraction et que ses promoteurs veulent avant tout transmettre la mémoire. Ils seront guidés par une importante équipe d'historiens ainsi que par l'Éducation Nationale – quoi que cette dernière ne constitue aucune garantie de qualité, le niveau scolaire étant en chute libre depuis des années (et hélas, sur le long terme, la baisse du niveau scolaire est un élément d'explication des attentats terroristes en France).

Le premier argument rationnel que j'avais développé contre ce projet d'hommage aux héros est celui-ci : qu'il n'y a pas eu de héros. Certes environ 40000 soldats alliés sont morts durant la bataille de Normandie. Sont-ce des héros ? Non, car ces mêmes soldats, ces mêmes armées, par les bombardements, ont tué 20000 normands depuis les airs. Américains et Anglais ont bombardé massivement la Normandie, puis l'Allemagne. Quel honneur peut-il y avoir à tuer des civils, non armés, et depuis les airs en plus ? Et le massacre des civils s'est conclu en apothéose avec le largages des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. Les armées allemandes avaient,

avant les alliés, commencé le massacre de civils. D'un côté comme de l'autre on a tué des civils, en France, en Pologne, en Allemagne, ... Pour moi, aucun soldat ne peut donc être un héros, car un soldat appartient toujours à une armée, et une armée n'hésite jamais à ordonner des sacrifices, militaires comme civils. Je suis un pacifiste. Le soldat a quittance pour tuer. On lui ôte son esprit critique et son libre-arbitre, il n'a qu'à obéir. Veut-il refuser d'aller au combat quand le feu approche ? On l'arrête, on le juge, on le fusille. Le soldat n'a pas le choix : c'est le feu du front ou le peloton d'exécution décidé par la hiérarchie. Ainsi encadré, le soldat tue ce que qu'on lui ordonne de tuer, civil ou militaire. Pensez à la guerre du Vietnam, à la guerre d'Irak : innombrables sont les civils tués par les militaires. Un guignol américain avait un jour appelé cela des « dommages collatéraux », et les tristes oiseaux appellent cela des sacrifices nécessaires, voire un « moindre mal ». Non, à mes yeux les héros n'existent pas. La guerre n'a rien d'héroïque. Le héros n'est qu'un être imaginaire créé pour convaincre des jeunes hommes et des jeunes femmes que c'est bien de tuer et de faire des sacrifices.

Autre argument rationnel, prosaïque : ce musée impliquerait de détruire vingt hectares de terres agricoles. Je suis maraîcher, vingt hectares c'est vingt emplois, c'est des fruits et des légumes pour 400 personnes pour une année. Autant de fruits et légumes qu'il faudra importer d'Espagne ou d'Italie. Autant d'emplois maraîchers qui ne seront pas créés. Le maire de Carentan a lourdement insisté sur sa volonté de tout faire pour que ce projet se réalise. Comme bien des maires, il se moque de la valeur des terres agricoles ! Pour lui, c'est « rien ». Petit homme, si tu savais le labeur des anciens qui a été nécessaire, pour tirer de la terre la nourriture qui a nourri les générations qui t'ont donné naissance. Ces vingt hectares qu'un

mairie veut bétonner promptement, c'est ... dans l'air du temps. Aujourd'hui on n'aime ni les plantes ni la terre. Passons.

Troisième argument. « Hommage aux héros ». Il n'y a pas de héros, y a-t-il de l'hommage ? Non plus. Ont été recensés à ce jour 96 musées et autres lieux de souvenir en lien avec le débarquement et la guerre. Des millions de gens sont venus découvrir, voir, écouter, comprendre, ce qui s'est passé ici en 1944. La barbarie de la guerre. Tout le monde aujourd'hui sait ce qui s'est passé, en gros, plus ou moins en détail, mais personne n'ignore. Le souvenir est transmis, la mémoire est conservée et transmise, rien n'est oublié. Est-ce bien ? Réfléchissons. Nous la France, et les autres pays concernés par ces événements, avons-nous juré solennellement d'en terminer une bonne fois pour toutes avec la guerre ? Avec ces boyaux qui se répandent sur la terre, avec ces membres qui tombent, tranchés par les éclats d'obus, avec ces têtes explosées par le feu des mitrailleuses ? Les bonnes vieilles guerres entre nous et nos voisins, avons-nous juré d'en finir une bonne fois pour toute ?

Il faut croire que non. Aucun de nous n'a inscrit dans la constitution de son pays le *dévouement sans faille à la paix*. Aucun. Certes, à la seconde guerre mondiale a succédé, immédiatement, la guerre froide. Le désir de détruire était toujours là. Bon, on comprend donc que nos grand-parents n'aient pas pu ranger tout de suite les armes. Il fallait continuer à se battre. Mais quand le mur de Berlin est tombé, là on aurait dû dédier nos âmes à la paix. À partir de ce moment-là nous n'avions plus d'excuse pour ne pas nous dévouer à la paix.

On ne l'a pas fait. Et on ne le fait toujours pas. Tous nos élus depuis la chute du mur de Berlin, qui tous connaissent notre histoire, qui tous connaissent les événements horribles qui se sont produits durant la seconde guerre mondiale, qui tous sont venus dans

ces lieux de mémoire pour voir et comprendre, tous sauf rares exceptions ont choisi de faire de la France un pays vendeur d'armes de guerre. Le vœu solennel de paix aurait impliqué que nous fabriquions des armes uniquement pour notre défense, et que nous n'en vendions pas. Ce vœu-là n'a jamais été prononcé, par nos élus, au nom du peuple français.

Wilhelm Reich a écrit en 1948 un livre intitulé « Écoute, petit homme ». Pour être tout à fait honnête, je n'ai pas lu ce livre. Ma tante, oui, et elle m'a dit cette unique phrase de Reich : « Écoute petit homme, ta chaîne brisée tu ne sais plus ce que tu es ». Ta chaîne brisée, tu ne sais plus ce que tu es. C'est-à-dire qu'une fois libéré des chaînes de la soumission, du nazisme, de la guerre, l'être humain ne sait plus qui il est. Quel tragique paradoxe. C'est là le tragique de notre humanité ! On pourrait dire de ces mots de Reich que ce ne sont que vues de l'esprit : une fois la guerre finie, les Occidentaux savaient où ils allaient. Ils ont initié une formidable poussée de progrès social et technique. Mais ils n'ont pas renoncé à la guerre pour autant. Les chaînes n'ont pas été brisées.

Pourquoi ? Parce que si nous arrêtons de faire la guerre, nous ne saurions plus qui nous sommes ?

Revenons au projet de musée. Sur la forme il est novateur, cela je ne le conteste pas. Sur le fond il n'apporte rien de nouveau. Tout ce qu'il va transmettre, on le sait déjà, tous les musées existants le transmettent déjà. Pourquoi donc le créer ? En fin de compte, ce nouveau projet semble inutile. Et il lui manque une trame philosophique. Cela, je l'ai clairement ressenti quand ses promoteurs ont parlé du point de départ de ce projet et de leurs motivations, à la fois personnelles et éducatives (car ils ont des enfants en âge d'ap-

prendre et de comprendre la seconde guerre mondiale). Les promoteurs ne m'ont pas convaincu. Certes, ce sont leurs motivations, et c'est ainsi. Mais ces motivations sont trop évidentes. Ils existent déjà près d'une centaine de lieux de mémoire, exhibant des objets, des armes, des témoignages, des lieux d'époque reconstitués, des explications autant sur les temps forts de la guerre que sur la « petite histoire », les petits détails qui ont eu leur importance, qui ont donné à ces moments toute leur gravité. Mais voilà, parler des faits, connaître les faits, cela ne suffit pas. Connaître le vécu des soldats alliés, allemands, des civils, cela ne suffit pas. Tous ces musées mettent à notre disposition des éléments objectifs, et une armée d'historiens s'assure en effet de leur objectivité. De leur réalité, de leur exactitude. Certes, dans ces musées on apprend aussi le facteur humaine. La tension humaine. La mise en lumière des ressorts profonds de notre humanité, ces ressorts qui ont été si tendus à blocs au cours de ces années-là, jusqu'aux points de rupture. Oui, tout cela on peut le savoir, mais ça ne suffit pas.

Il manque des trames philosophiques, et il manque la confrontation au tragique de notre condition humaine.

Je suis un scientifique de formation, et pourtant je vais vous dire un secret qui n'en est pas un : l'objectivité totale n'existe pas. Quoi qu'on regarde, notre regard n'est jamais neutre. Et ce nouveau musée qui prétend amener, encore une fois, les faits objectifs et vérifiés de la guerre, ne nous apprendra donc rien de plus. Il pourrait nous apprendre quelque chose de nouveau *s'il s'habillait d'une trame philosophique forte*. Une trame de la tragédie humaine. Revenons à Wilhelm Reich.

Comme je l'écrivais, nos chaînes, en fait, nous ne les avons pas brisées. Nous sommes toujours un peuple qui aime la guerre, le sang, les tripes, les drames. Ce nouveau musée ne vaut donc rien, et

tous les autres ne valent rien, car ce n'est qu'une vaste hypocrisie : nous parlons de devoir de mémoire, d'hommage rendu aux héros, mais nous continuons à activer les mêmes mécanismes qui les ont conduit à s'entre-tuer il y a 76 ans.

Les promoteurs parlent de transmission aux jeunes générations. Cette formulation semble importante : il faut que les jeunes sachent. Oui, mais ! Mais il y a une étape qui est sautée, comme par magie : la transmission à notre génération, à nous, à nous les adultes d'aujourd'hui ! Pourquoi continuons-nous à accorder à nos élus le pouvoir de vendre des armes de guerre à des pays dont on sait qu'ils vont faire la guerre. Qu'ils vont engendrer toutes les horreurs à l'identique de celles que nos grand-parents ont endurées. Pourquoi faisons-nous cela ?

Ce vendredi 16 octobre, avant d'aller à la conférence de présentation du projet, je suis allé mettre des fleurs sur la tombe de ma grand-mère. Je lui ai dit « salut mamie, comme ça va ? », tout en sachant au fond de moi que moi, ma génération, tout ceux nés à partir de 1960 et qui avons la possibilité de faire le vœu de paix et de l'inscrire dans la constitution, nous ne l'avons pas fait. Pourquoi ? Est-ce que nos grands-parents ne sont pas assez entre-tués ? Est-ce qu'ils auraient dû en faire plus, pour qu'on comprenne ? Est-ce que mes grand-mères n'ont pas assez souffert ? Non, nous ne leur avons rendu aucun hommage ; le seul hommage qu'on pouvait leur rendre était une résolution ferme et solennelle pour la paix.

La mémoire est un héritage. Si nous n'en faisons rien, à quoi bon répéter comme un mantra qu'il faut la transmettre ? Ce « devoir de mémoire » avec lequel on nous bassine tout le temps les oreilles, quand on vit ici dans la Manche. La mémoire, ça doit servir à quelque chose.

Voilà la tragédie humaine. Et voilà ce que ce musée devrait mettre en lumière pour qu'il obtienne mon assentiment : il devrait juxtaposer toutes les décisions de guerre et qui ont menées à la guerre en 1939 et jusqu'à sa conclusion, avec les décisions qui nous prenons aujourd'hui de vente d'armes et de missions de guerre. *La mémoire doit être notre miroir.*

Au cours de la conférence, j'ai dit cela aux promoteurs du projet comme un défi à relever. Évidemment, malgré les applaudissements de la salle, ils n'en tiendront pas compte. Nous ne pouvons pas dire à nos enfants que nous sommes des hypocrites.

II

Faut-il expliquer la conséquence de notre refus du pacifisme ? Elle est évidente : la France a perdu sa voix. La voix de la paix, la voix des Lumières. La France n'est plus un phare humaniste dans le monde. Les encouragements, les injonctions, les remontrances que notre petit Président fait au Liban, à la Syrie, à la Turquie, à la Russie, ne sont pas prises au sérieux. Elles font même rire : « voilà le Président qui se dresse comme le défenseur de la paix dans le monde, mais il aime tout autant vendre des armes que faire de tels discours. Il se croit mieux que nous. » Ainsi des armes récemment vendues à la Grèce, pour faire face aux velléités expansionnistes de la Turquie. Or, à défaut d'être pacifiste, la France – nous – est-elle un pays guerrier ? Un pays qui a les moyens de mener des guerres ? Oh que non ! Un peu de guéguerre au Mali, un soutien ici et là aux États-Unis, là un peu de coopération pour destituer des dictateurs au Moyen-Orient. On ne voit aucun résultat à ces mini-actions militaires, à cette stratégie militaro-diplomatique. Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense il y a quelques années de cela, expli-

quait que nous devons bien vendre des armes : les recettes de ces ventes nous permettent de nous payer nos propres armes et notre armée !

Moi, ce que je vois là, c'est que *nous n'avons le courage ni de la paix, ni de la guerre*. Nous aimons trop vendre des armes pour pouvoir prétendre être des pacifistes – et donc pour défendre la démocratie – et nous en vendons trop peu pour avoir une véritable armée. Ainsi nous sommes la risée des pays dirigés solidement par des hommes à poigne. Et nous sommes pour cette raison la cible favorite des djihadistes. Je ne suis pas chrétien, mais cette maxime chrétienne convient tout à fait à notre situation : « Dieu vomit les tièdes ». Ce ni-ni, ni paix ni guerre, équivalent au cher « en même temps » de notre Président Macron, déteint sur notre identité nationale. Cela l'effrite irrémédiablement, plus le temps passe. Mes grand-mères bougent dans leur tombes ! Mac Caulay écrivait dans ses *Lays of Ancient Rome* : « Pourquoi un homme affronte-il un destin contraire, si ce n'est pour les cendres de ses aïeux, et les temples de ses dieux ». Nous qui avons mis à bas les temples de nos dieux, nous rechignons à respecter les cendres de nos aïeux. En quoi croyons-nous donc encore ?

III

Les circonstances font les hommes. En temps de paix, il est facile de clamer qu'on porte des valeurs nobles, qu'on les comprend, qu'on les incarne, qu'on les transmet. Mais quand les temps se gâtent, ce ne sont plus les paroles qui servent à différencier les nobles des couards, des pleutres et des indécis : ce sont les actes.

Voyez aujourd'hui ce virus qui se propage partout. Sans attendre, notre bonhomme-président fait un discours militaire. « Nous

sommes en guerre, l'ennemi est invisible, l'ennemi est un virus, le conseil de défense sera réuni, l'état d'urgence décrété », etc, etc. Voilà pour les mots. Quant aux actes, le premier consista à abandonner derechef... notre liberté ! Notre liberté de nous réunir, de commercer, de discuter, de nous éduquer, de nous divertir, de nous soigner. Un discours militaire, une velléité militaire, n'a de sens que s'il y a quelque chose de précieux à protéger. Bonhomme-président a décidé – et nous a convaincus – que la Liberté n'est pas de ces choses précieuses qu'on doit protéger à tout prix. Au contraire, il convient de l'abandonner pour faire la guerre au virus. Et le peuple a applaudi.

Quelle fougue, quel courage, que celui d'un peuple qui hier clamait avoir vaincu les monstre nazi grâce à des valeurs nobles de liberté, de démocratie, d'égalité, de « valeurs républicaines » et qui aujourd'hui abandonne ces nobles valeurs dès les premières pertes humaines.

Je taquine le lecteur, bien sûr. Nous obéissons aux mesures stupides de guerre contre le virus parce que nous peuple français avons le sens du devoir et – encore – du respect de l'autorité. Mais c'est pour nous une humiliation. Ce confinement, déconfinement, masque, gel hydroalcoolique, gestes barrière, mesures de distanciation sociale, isolement, etc, tout cela nous l'acceptons en nous humiliant une première fois. Et nous sommes humiliés une seconde fois par les ministres, et leurs perroquets « journalistes », en étant obligés d'entendre chaque jour que *nous* sommes les responsables de la circulation du virus. Ce sont surtout les jeunes qui sont responsables, et les familles, car c'est là où le virus circule, nous dit-on. Dans les familles. Et entre les « jeunes » qui se réunissent pour jouer ou pour vivre des moments entre amis. Le premier ministre, lui, est très sérieux. Il monte en « première ligne » contre le virus,

pour annoncer « un mois de novembre très difficile » et des « mesures restrictives », c'est-à-dire un nouveau confinement. Il n'en veut pas aux restaurateurs, explique-t-il, mais il en fait les premières victimes économiques en leur interdisant d'exercer leur profession. Car c'est là que « le virus circule le plus ». Dit autrement : il leur interdit de vivre. Interdire à quelqu'un d'indépendant d'exercer sa profession, c'est rien d'autre que lui interdire de vivre.

Notre liberté est-elle vraiment en train de disparaître à cause d'un virus ? Oui, c'est vraiment ce qui est en train de se passer. Un virus qui est plus monstrueux et plus puissant qu'Hitler, cela va sans dire... On virus plus fort que notre valeur la plus chérie. Mes grand-mères gigotaient déjà drôlement dans leurs tombes en constatant que nous ne rendions pas hommage à leurs sacrifices, en n'ayant le courage ni de la paix ni de la guerre ; maintenant elles tapent à grands coups sur les couvercles pour en sortir. Les cimetières résonnent de ces bruits sourds, et bientôt nos corps seront rougis de la puissante fessée qu'elles nous administrerons.

Je suis profondément convaincu que toutes les décisions prises par les gouvernements, depuis 40 ans, ne sont que des actes sur une scène de théâtre. Derrière, il n'y a rien. Pourquoi le discours de guerrier du président et de ses premiers ministres, face à un virus qui n'a rien du terrible Ebola ni même de la variole ? Comprenez : ce discours est une façade. Une façade qui cache un gouvernement qui veut détruire le système de santé français. Un gouvernement qui ne veut pas que ce système évolue pour soigner les malades du virus. En cette mi-octobre, le premier ministre explique qu'il va aider les hôpitaux pour augmenter leurs nombres de lits. Voilà des mots qui ont ... six mois de retard. Ce gouvernement veut donner la valeur et le pouvoir moral de notre système de santé publique aux

entreprises pharmaceutiques. Il attendait depuis 2018 l'opportunité pour poursuivre cette funeste entreprise : il avait ordonné aux forces de l'ordre, en 2018, de tabasser les infirmières et le personnel soignant qui exigeait plus de moyens pour les hôpitaux. N'oublions pas cela.

Notons au passage que les forces de l'ordre, par respect pour l'autorité, ont obéi à ces ordres iniques et anti-humanistes du bon-homme-président. Notre système de santé aurait été plus apte à soigner les malades si ces forces de l'ordre avaient déposé leurs armes et refusé de frapper les soignants. L'entreprise de dépeçage du système de santé aurait été stoppée. À mes yeux, les forces de l'ordre ont perdu beaucoup de leur honneur en tabassant les infirmières. Elles ne le recouvreront que si, dans une prochaine situation, elles prennent le parti du peuple et non de ce gouvernement qui est contre la France.

IV

Pour conclure, faut-il rappeler que le courage implique la connaissance ? En ces heures où le redouté virus circule, il faut le « combattre » non pas à coup de loi et de décret pour interdire la vie social, ni à coup de médicaments et de recherche d'un éventuel vaccin. Il faut le rendre moins dangereux en utilisant les lois qui régissent la vie de ce virus. C'est-à-dire les lois de la biologie.

Ce virus est un virus du système respiratoire. Aucun des virus de ce genre que l'on connaît n'est mortel, et pour cause : la salive et les mucus des voies respiratoires sont de puissants anti-viraux et antibactériens. Ils sont le fruits de millions d'années d'évolution de notre espèce. C'est tout simplement la mal-bouffe qui est responsable : mal nourris, notre salive et nos mucus ne nous protègent plus. Il leur

manque des constituants. Plutôt que d'interdire les restaurants, au contraire il faut les ouvrir en leur imposant de ne servir que des plats faits dans le restaurant avec des produits frais. Avec moult épices et fines herbes, et tisane de plante obligatoire en fin de repas. Dans les commerces et supermarchés, il faut interdire la malbouffe, les sucreries, les plats préparés industriels, les conserves. Le virus est dangereux quand son milieu de vie lui permet de se multiplier sans contrainte. Changer ce milieu, c'est-à-dire notre corps, bouche, poumons, salive, mucus, est simple : il suffit de changer notre alimentation. Cela ferait des restaurateurs non plus des coupables mais des acteurs de la santé.

C'est ce que l'on nomme la voie de « l'immunité collective », qu'aucun pays ne veut prendre parce que jugée trop coûteuse en vie. Mais c'est la seule voie possible, c'est la seule voie qui est conforme aux lois de la Nature, notamment à la théorie de l'évolution. Seulement, pour prendre cette voie, il faut prendre en main notre alimentation. Choisir cette voie sans volonté de nous nourrir mieux conduit certainement à une hécatombe.

Beaucoup de lecteurs jugeraient ces mesures alimentaires enfantines. Ces lecteurs sont des enfants, qui ignorent une loi fondamentale de la nature : nous sommes ce que nous mangeons. Cette ignorance n'est pas un hasard. L'absence d'éducation et d'instruction à la santé par l'alimentation est un des moyens utilisés par les gouvernements successifs de gauche et de droite pour infantiliser les citoyens, afin de les déposséder des moyens de leur santé et de les rendre dépendants des entreprises pharmaceutiques. En ce sens, l'ordre des médecins a abandonné la visite médicale scolaire obligatoire. Aucun médecin digne de ce nom ne pourrait accepter d'abandonner ainsi

ce précieux outils de santé publique. Peu de médecins sont donc dignes du titre qu'ils portent.

Δ

« Adhuc stat », comme disent les Franc-maçons. La colonne est brisée mais sa base demeure. Le peuple de France peut se relever à condition qu'il ose sortir de la peur et de l'ignorance dans laquelle ses gouvernants le maintiennent depuis 40 ans. Il faut du courage. La situation présente nous donne l'opportunité de faire preuve, comme nos grand-parents, de courage. Le ferons-nous ?